

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article 35 of Part II

By Mr : O'Sullivan and Ponzano

Status : Alternates

1) Modify the title of Chapter 6 as follows :

« Relations with international organisations and third countries, **external representation of the Union** and Union delegations ».

2) Add the following paragraphs.

« 3. *The Member States shall make all necessary efforts to ensure that the Union becomes a full member of the international organisations.*

4. *The Union shall be represented by the Minister for Foreign Affairs for all matters relevant to common foreign and security policy and by the Commission for other areas, without prejudice to the representation tasks that the European Council may confer on its President.*

The Commission may delegate to the Minister for Foreign Affairs its powers to represent the Union on issues that do not fall under the common foreign and security policy.

5. *The Commission represents the Union in international financial organisations, without prejudice to the tasks of the European System of Central Banks. The Commission shall act in close concert with the Council and the European Central Bank.*

In institutions of which the Union is not a member, the Union's position shall be closely co-ordinated and shall be expressed by the Member State on which the Council has conferred that task. The Member State concerned shall be assisted by the Commission.

6. *When the Union is a member of an international organisation, the Union's position is expressed by the Commission or, for common foreign and security policy, by the Minister for Foreign Affairs.*

When the Union is not a member of an international organisation or does not participate in an international conference, the Member States which are members of that international organisation or participate to that international conference defend the Union's positions. They keep the Commission and the Minister for Foreign Affairs informed of any matter of common interest and act so that the Commission or, for common foreign and security policy, the Minister for Foreign Affairs, can express the Union's position. If that is not possible, the Council may confer this task on a Member State.

The Commission and the Minister for Foreign Affairs shall keep the Member States that are not members of an international organisation or that do not participate in an international conference informed of any matter of common interest.”

Explanation :

Working Party VII has recommended the accession of the Union to those international organisations that are the most relevant to the exercise of its competences.

Furthermore, it would be useful to include a single, specific provision establishing the principles under which the Union is represented in the world (in the proposed text, this question is only dealt with for CFSP, in draft Article 5 paragraph 2). Such a provision has been considered in the preliminary draft Constitutional Treaty (Article 41 of Part I), but it seems more logical to insert it in Part II.

Finally, it would seem useful to extend the system provided for CFSP in Article 14 to all international organisations.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article 35 de la partie II

Déposée par M. O'Sullivan et M. Ponzano

Qualité : Suppléants

1) Le titre du chapitre 6 est modifié comme suit : « Relations avec les organisations internationales et les pays tiers, **représentation externe de l'Union** et délégations de l'Union ».

2) Les paragraphes suivants sont ajoutés.

« 3. *Les États membres déploient tous les efforts nécessaires pour que l'Union puisse devenir membre à part entière des organisations internationales.*

4. *L'Union est représentée pour les matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune par le Ministre des Affaires étrangères et pour les autres matières par la Commission, sans préjudice des tâches de représentation que le Conseil européen peut confier à son président.*

La Commission peut habiliter le Ministre des Affaires étrangères à représenter l'Union dans des matières qui ne relèvent pas de la politique étrangère et de sécurité commune.

5. *La Commission représente l'Union dans les institutions financières internationales, sans préjudice des missions qui sont confiées au Système Européen des Banques Centrales. La Commission se consulte étroitement avec le Conseil et la Banque centrale européenne.*

Dans les institutions dont l'Union n'est pas membre, la position de l'Union fait l'objet d'une étroite coordination et est exprimée par l'Etat membre auquel le Conseil a confié cette tâche. L'Etat membre en question est assisté par la Commission.

6. *Lorsque l'Union est membre d'une organisation internationale, la position de l'Union est présentée par la Commission ou, pour la politique extérieure et de sécurité commune, par le Ministre des affaires étrangères de l'Union.*

Lorsque l'Union n'est pas membre d'une organisation internationale ou ne participe pas à une conférence internationale, les Etats membres qui sont membres de cette organisation internationale ou qui participent à cette conférence y défendent les positions de l'Union. Ils informent pleinement la Commission et le Ministre des Affaires étrangères de toute question d'intérêt commun et agissent afin que la Commission ou, pour la politique extérieure et de sécurité commune, le Ministre des affaires étrangères de l'Union puissent exprimer la position de l'Union; si cela n'est pas possible, le Conseil peut confier cette tâche à un Etat membre.

La Commission ou le Ministre des Affaires étrangères informent les Etats membres qui ne sont pas membre d'une organisation internationale ou qui ne participent pas à une conférence internationale de toute question d'intérêt commun. »

Explication :

Le groupe de travail sur l'action externe a recommandé l'adhésion de l'Union aux organisations internationales les plus pertinentes pour l'exercice de ses compétences.

En outre, il serait utile de prévoir une disposition spécifique et unique établissant les principes selon lesquels l'Union est représentée dans le monde (dans le texte proposé, cette question n'est réglée que pour la PESC, à l'article 5 paragraphe 2). Une telle clause générale avait été envisagée dans l'avant-projet de traité constitutionnel (article 41 de la Partie I).

Enfin, il serait utile d'élargir le régime prévu à l'article 14 pour la PESC à l'ensemble des organisations internationales.